



Communiqué de presse

Non la répression brutale et violente des manifestations en Guinée.

La conquête ou la conservation du pouvoir par tous les moyens ont engendré sur le continent africain des crises et des violences politiques qui ont eu pour effet l'instabilité et les menaces sur la sécurité des biens et des personnes.

Aussi, les révisions constitutionnelles pour se maintenir au pouvoir au-delà des deux (02) mandats prévus par les textes ont été la source de violence et d'instabilité pré ou postélectorale. Il est temps de tirer les leçons de l'histoire sur le forcing concernant le troisième mandat comme une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité. Comme cela a été le cas avec le Niger en 2008 où la quête d'un troisième mandat a abouti à un coup d'Etat militaire, le Sénégal avec les événements du 23 juin ; enfin récemment au Burkina Faso avec la révolution de 2014 dont on vit encore les effets catastrophiques.

Aujourd'hui, le projet de changement constitutionnel en République de Guinée suscite les mêmes tensions, les mêmes violences politiques avec des répressions violentes et sans nuance des manifestations pacifiques qui auraient fait 04 morts selon Amnesty International, et 05 selon une source digne de foi et des dizaines de blessés. Des dizaines de personnes membres de la société civile et des partis d'opposition ont été arrêtés et détenus sans la possibilité de se faire assister par un avocat.

Considérant la vulnérabilité du contexte sous-région avec les menaces diffuses, les conflits armés asymétriques, les attaques terroristes au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigéria, l'Afrique de l'Ouest doit absolument faire l'économie d'une nouvelle crise en République de Guinée, car leurs impacts seraient imprévisibles dans toute la sous-région.

Pour toutes ces raisons, **NOUS** membres de la société civile africaine :

- Lançons un appel aux autorités de la République de Guinée pour surseoir à tous projet de réforme constitutionnel portant les germes de la discorde nationale, des violences politiques et des menaces sur la paix, la sécurité et la stabilité ;
- Invitons toutes les parties prenantes à avoir recours au dialogue pour trouver la solution la plus sage et de nature à sauvegarder la paix, la sécurité et la stabilité en Guinée et sur le continent africain ;
- Demandons aux autorités publiques de la Guinée à respecter leurs obligations internationales du pays en matière de droits humains : en libérant toutes les



personnes détenues arbitrairement, en autorisant les manifestations pacifiques, et enfin en ouvrant des enquêtes impartiales sur les violations des droits humains;

- Interpellons la CEDEAO, l'UNION AFRICAINE, et les Nations unies à agir rapidement en Guinée pour le retour au calme et à la cessation de toutes les violences.

Les signataires de ce Communiqué, invitent aussi toutes les Organisations de la société africaine, à se joindre à elles pour toute action citoyenne de médiation et de résolution des conflits en Guinée.

Fait à Dakar, le 15 octobre 2019

- **Afrikajom Center**
- **Le Forum Social Sénégalais**
- **Les Jeunesses Panafricanistes**